



16ème législature

Question N° : 10193	De Mme Estelle Youssouffa (Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires - Mayotte)	Question écrite
Ministère interrogé > Armées		Ministère attributaire > Armées
Rubrique >outre-mer	Tête d'analyse >Patrouilleur d'outre-mer à Mayotte	Analyse > Patrouilleur d'outre-mer à Mayotte.
Question publiée au JO le : 18/07/2023 Date de changement d'attribution : 12/01/2024 Question retirée le : 11/06/2024 (fin de mandat)		

Texte de la question

Mme Estelle Youssouffa interroge M. le ministre des armées sur la présence d'un patrouilleur d'outre-mer (POM) de la marine nationale à Mayotte. En prolongement des demandes antérieures portant sur la nécessité stratégique et opérationnelle d'aménager une base navale à Mayotte, elle rappelle l'importance que Mayotte puisse accueillir un POM. Le chef de l'État lors de ses vœux aux armées de 2023 à Mont-de-Marsan, a réitéré l'engouement pour les forces armées, afin de préserver la souveraineté nationale et son influence réelle. Au regard de l'actualité marquée par la guerre en Ukraine, les tensions structurelles entre la Chine et les États-Unis d'Amérique et la montée en intensité des conflits dans la zone indopacifique, il est indispensable que la France s'empare pleinement des enjeux d'avenir portant sur l'espace maritime de l'indopacifique. En effet, 90 % des échanges commerciaux sont réalisés par voie maritime, 40 % de la richesse globale transite dans cet espace et le Fonds monétaire international (FMI) prévoit en 2040 que 50 % du produit intérieur brut (PIB) mondial provienne de l'indopacifique. De plus, la présence d'un POM est indispensable pour répondre aux défis sécuritaires et migratoires de Mayotte. En effet, allouer les moyens nécessaires à Mayotte pour lutter contre l'immigration clandestine, la protection des ressortissants français et l'assistance humanitaire en cas de catastrophe naturelle ne sont autres qu'un impératif stratégique afin de faire face aux réalités auxquelles sont confrontées les Mahoraises et Mahorais. Pour toutes ces raisons, elle lui demande d'expliquer la persistance du refus du Gouvernement vis à vis de Mayotte d'incarner cet avantage stratégique et opérationnel alors même que la France cherche à s'investir dans cet espace.